

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

9 AOUT 1994

Proposition de loi relative aux archives

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président du Sénat, le 14 mars 1994, d'une demande d'avis "sur une proposition de loi relative aux archives", introduite sous la forme d'un amendement, a donné le 30 juin 1994 l'avis suivant :

R. A 15814
Voir:

Document du Sénat:

233 (S.E. 1991-1992):

N° 1: Proposition de loi.

N° 2: Amendement.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1993-1994

9 AUGUSTUS 1994

Voorstel van archiefwet

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 14 maart 1994 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem van advies te dienen over een "voorstel van archiefwet", ingediend onder de vorm van een amendement, heeft op 30 juni 1994 het volgende advies gegeven :

R. A 15814
Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

233 (B.Z. 1991-1992):

Nr. 1: Voorstel van wet.

Nr. 2: Amendement.

PORTEE DU PROJET.

1. La proposition soumise pour avis se présente comme un amendement à une proposition de loi relative aux archives déposée antérieurement au Sénat (Doc. parl., Sénat, S.E. 1991-92, n° 233/1), mais s'avère à l'examen contenir une réglementation tout à fait autonome relative aux archives. Cette constatation implique que, du point de vue de la légistique formelle, le texte adressé pour avis constitue, non pas tellement un amendement à une proposition introduite antérieurement, mais une proposition de loi, nouvelle et autonome.

2. La réglementation contenue dans la proposition doit se substituer à celle qui est contenue à l'heure actuelle dans la loi du 24 juin 1955 relative aux archives, que l'article 22 de la proposition tend à abroger. Il est hors de doute que la nouvelle réglementation a une portée plus étendue que la loi précitée. Cette constatation résulte déjà du seul fait que la réglementation proposée ne se limite pas à l'archivage par les Archives du Royaume - auxquelles semblent correspondre dans la proposition les Archives fédérales de Belgique -, mais qu'elle porte au contraire sur les archives en général.

A la différence de la loi du 24 juin 1955 la proposition part d'un grand nombre de définitions de notions, dont certaines sont également déterminantes pour le champ d'application de la proposition (article 1er). Il résulte notamment de la définition des notions de "formateur

d'archives", "archives publiques" et "archives privées" que la proposition a un vaste champ d'application, pouvant englober même les Communautés et les Régions pour autant que celles-ci "décident, dans le cadre d'un accord de coopération, de s'inscrire dans le régime de la présente loi" (article 2, 3°, de la proposition).

Il convient de remarquer également que, dans la proposition, les archives sont cataloguées en fonction de leur utilisation par le formateur d'archives. La distinction opérée dans ce domaine entre "archives courantes", "intermédiaires" et "définitives" - notions définies respectivement aux 5°, 6° et 7° de l'article 1er de la proposition - entraîne des effets sur le plan de la gestion ainsi que du tri et de la conservation des documents d'archives (voir notamment les articles 4 et 5 de la proposition).

3. La proposition prévoit des régimes séparés en ce qui concerne, d'une part, les archives publiques (titre II) et, d'autre part, les archives privées (titre III).

3.1. En ce qui concerne les archives publiques, la proposition part du principe que les formateurs d'archives veillent à la gestion de leurs archives et en gardent la responsabilité jusqu'à leur versement aux Archives fédérales de Belgique (articles 3, § 1er, et 4, § 1er, de la proposition). Ce versement est réglé à l'article 8 de la proposition. Les formateurs d'archives publiques se voient offrir la faculté d'organiser leur propre service d'archives aux

conditions mentionnées à l'article 9 de la proposition. Il leur est imposé en outre l'obligation de créer un bureau d'ordre. Les missions de ce bureau se situent essentiellement dans le domaine de la gestion et du tri des archives (articles 4, § 2, et 5, § 1er, de la proposition). Toujours en ce qui concerne les archives publiques, l'article 10 de la proposition règle la publicité, la communication et le traitement de telles archives.

3.2. Des particuliers peuvent remettre aux Archives fédérales, à des fins de conservation, leurs archives présentant un intérêt permanent. L'article 11 de la proposition règle le mode selon lequel cette remise peut être effectuée ainsi que la possibilité de consultation de ces archives. En l'espèce, beaucoup dépendra des clauses du contrat que le particulier conclura avec les Archives fédérales. Ce contrat pourra même déroger à l'interdiction de principe de modifier les archives. La destruction de celles-ci ne sera cependant autorisée que pour autant que le Conseil supérieur des Archives ait accordé une dérogation à l'interdiction de détruire des archives privées conservées aux Archives fédérales. L'article 11 de la proposition, toujours, impose au particulier l'obligation d'informer le Conseil supérieur de son intention d'aliéner ses archives, cas dans lequel le Conseil supérieur disposera d'un droit de préemption.

Le cas échéant, des archives privées pourront faire l'objet d'une mesure de "protection légale". Selon l'article 12, § 1er, de la proposition, cette mesure résultera d'un arrêté du ministre compétent ou d'un arrêté royal

"dûment motivé", selon que le propriétaire des archives a ou non donné son consentement en vue de la mesure à prendre. La mesure de protection précitée, il est vrai, n'implique pas que l'Etat serait investi d'un droit de propriété (article 12, § 2, de la proposition), mais elle n'en impose pas moins au propriétaire des documents des obligations déterminées, par exemple en cas de vente des archives (article 12, §§ 3 à 5, de la proposition).

4. Le titre IV de la proposition définit les missions des Archives fédérales de Belgique et en règle l'organisation. Outre les missions relatives à la conservation, au traitement et à la communication des documents conservés aux Archives fédérales, ces Archives ont une mission à accomplir dans le domaine de l'inspection tant des archives des formateurs d'archives publiques que des archives privées qui ont fait l'objet d'une mesure de protection légale (article 13 de la proposition).

En ce qui concerne l'organisation des Archives fédérales, il est prévu notamment de créer des centres décentralisés et plusieurs directions des Archives fédérales (article 14, §§ 1er et 2, de la proposition). Le Roi est chargé de déterminer l'effectif des diverses catégories d'agents affectés à chaque centre d'archives des Archives fédérales (article 14, § 3, de la proposition), ainsi que le mode de recrutement, le statut et les qualifications des agents des Archives fédérales (article 15, § 7, de la proposition). Il y a lieu de remarquer à ce sujet que la proposition prévoit que les archivistes scientifiques seront

assistés notamment par des "archivistes adjoints" qui ont suivi un enseignement non universitaire en archivistique (article 15, §§ 5 et 6, de la proposition).

5. Il est créé un Conseil supérieur des Archives, dont les missions et la composition sont réglées au titre V de la proposition. En ce qui concerne la composition du Conseil supérieur, l'article 17, § 1er, de la proposition prévoit une représentation des différentes Communautés et Régions.

OBSERVATIONS GENERALES.

1.1. Selon l'article 2, 3°, de la proposition de loi, le texte en projet est applicable "aux Communautés et aux Régions qui décident, dans le cadre d'un accord de coopération, de s'inscrire dans le régime de la présente loi".

L'article 20 de la proposition dispose ce qui suit :

"Dans le cadre d'une politique globale et uniforme des archives, l'Etat fédéral peut conclure avec les Communautés et les Régions des accords de coopération en vue d'assurer notamment l'organisation des services publics d'archives et la recherche scientifique et la valorisation des archives".

1.2. Dans l'avis L. 21.595/1, émis le 1er octobre 1992 par le Conseil d'Etat, section de législation, sur une proposition de loi "abrogeant la loi du 24 juin 1955

relative aux archives et portant organisation des archives belges" (1), il est observé ce qui suit, compte tenu du pouvoir réglementaire qui revient dans le domaine de l'archivage tant à l'autorité fédérale qu'aux Communautés et aux Régions (2) :

"Il est certain que le pouvoir dévolu à l'autorité nationale en matière d'archives ne peut aller jusqu'à permettre de passer outre à l'intérêt du patrimoine culturel d'une Communauté. Une loi ordinaire est impuissante à ôter aux Communautés et aux Régions le droit de constituer leurs propres archives dans le cadre de l'exercice de la compétence qui leur est reconnue par ou en vertu de la Constitution. Une loi ordinaire ne saurait contraindre les Communautés ou les Régions à transférer ces archives à une institution nationale.

En ce qui concerne les dispositions des chapitres Ier et II, la question peut dès lors se poser de savoir si - eu égard à la fois à la compétence normative respective de l'Etat et des Communautés et à l'autonomie des Communautés et des Régions entre elles et vis-à-vis de l'Etat - il n'y aurait pas lieu d'appliquer l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, afin de mettre sur pied, à l'aide d'un accord de coopération,

(1) Doc. parl. Chambre, S.E. 1991-92, n° 462/2, p. 8.

(2) En ce qui concerne la répartition des compétences sur le plan de l'archivage, il peut être fait état des avis émis par le Conseil d'Etat, section de législation, le 1er octobre 1992 et le 30 septembre 1993, respectivement sur la proposition de loi précitée, abrogeant la loi du 24 juin 1955 relative aux archives et portant organisation des archives belges (Doc. parl. Chambre, S.E. 1991-92, n° 462/2) et une proposition de loi relative aux archives (Doc. parl. Chambre, 1992-93, n° 1041/2).

une réglementation cohérente du régime des archives dans son ensemble" (1).

1.3. Les mentions figurant à la proposition relatives aux accords de coopération qui peuvent être conclus en matière d'archives, doivent s'interpréter à la lumière de l'observation formulée sous le point 1.2. La question reste toutefois de savoir si ces mentions sont nécessaires, compte tenu de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

En aucun cas, les mentions concernées ne pourront être interprétées de manière à ce qu'il en résulte une limitation des compétences que les Communautés et les Régions tiennent de l'article 92bis, précité. C'est ainsi, par exemple, qu'il appartient aux Communautés et aux Régions de négocier, sur la base de la disposition précitée de la loi spéciale, avec l'autorité fédérale à l'effet de déterminer les dispositions, parmi celles de la réglementation contenue dans la proposition, dont elles feront, le cas échéant, application. La rédaction actuelle de l'article 2, 3°, de la proposition peut néanmoins donner à penser que les Communautés et Régions ne pourront plus se prononcer que sur l'acceptation ou le rejet de la réglementation proposée et

(1) La doctrine également considère les archives comme un exemple typique d'une matière qui s'étend sur différents domaines politiques relevant de plusieurs autorités et à propos de laquelle, compte tenu de l'étroite connexité qui existe entre ces domaines, la conclusion d'un accord de coopération en la matière serait recommandable (Smets, J. et Moerenhout, R., "De samenwerking tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten", Anvers, 1994, n° 185, p. 131).

ne pourront, dès lors, que "s'inscrire" ou non dans cette réglementation, considérée globalement, ce qui paraît évidemment n'être guère compatible avec l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

1.4. Il faut constater, par ailleurs, que la réglementation contenue dans la proposition en matière d'archives n'est pas fondée sur des négociations menées préalablement avec les Communautés et les Régions et concrétisées en un accord de coopération, mais qu'au contraire l'on part d'une réglementation autonome, au sujet de laquelle des accords de coopération peuvent être conclus ultérieurement.

Pareil procédé ne peut pas être réputé être contraire à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980, dès lors que cette disposition ne prévoit pas d'ordre chronologique pour l'élaboration de règles législatives et la conclusion d'un accord de coopération à ce sujet. La question se pose cependant de savoir si la cohérence et, partant, l'efficacité d'une réglementation en matière d'archives ne requièrent pas que les différentes autorités communautaires et fédérales concernées par la matière se concertent préalablement à l'effet de savoir comment une réglementation globale en la matière pourrait être réalisée dans des conditions optimales, en harmonisant à cette occasion dans la mesure du possible les compétences respectives, dans un esprit de respect mutuel. Pareille réglementation pourrait être concrétisée dans un ou plusieurs accords de coopération qui devront être soumis par la suite pour approbation aux législateurs fédéraux et décrets respectifs.

2.1. Ni le texte de la proposition, ni les développements qui l'accompagnent ne permettent d'inférer avec une précision suffisante quelle est la relation entre la réglementation projetée en matière d'archives et celle qui régit actuellement la matière. Certes, l'article 22 de la proposition dispose que la loi du 24 juin 1955 relative aux archives est abrogée, mais pour le surplus la proposition ne fait pas la clarté sur la question de savoir si les Archives fédérales de Belgique, nouvellement créées, reprendront les missions des Archives générales du Royaume. Dans le même sens, l'article 19 de la proposition prévoit que les agents nommés à titre définitif dans les services d'archives ou aux Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces conservent leur grade et leurs droits acquis, mais le transfert éventuel de ces agents aux nouvelles entités à créer n'est pas réglé.

2.2. Il se pose, au surplus, des questions quant à la nature juridique des nouvelles Archives fédérales de Belgique. Il faut bien constater, en effet, que nonobstant la définition de quelques unes de ses missions, la personnalité civile n'est pas accordée aux Archives fédérales. Au surplus, il n'apparaît pas si les Archives fédérales - comme les Archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les Provinces - dépendront de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux visé à la loi du 28 décembre 1990 portant création de l'Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux et de l'Institut royal des sciences de la terre et de l'espace. Si telle est l'intention, il y aura lieu de mentionner

expressément les Archives fédérales de Belgique à l'article 1er, § 1er, de la loi du 28 décembre 1990, précitée.

Il n'est pas davantage évident si les Archives fédérales de Belgique doivent être considérées comme un service de l'Etat à gestion séparée et si, sur ce point, l'intention est de soumettre les Archives fédérales à l'application de l'arrêté royal n° 504 du 31 décembre 1986 par lequel les établissements scientifiques de l'Etat, ressortissant aux deux Ministres de l'Education, sont érigés en services de l'Etat à gestion séparée, arrêté applicable à l'heure actuelle aux Archives générales du Royaume et aux Archives de l'Etat dans les Provinces (1).

2.3. Afin de rencontrer les objections formulées sous 2.1. et 2.2., il y aurait lieu d'indiquer avec une plus grande précision dans la proposition quelle est la relation entre la réglementation nouvelle et la réglementation existante relative aux Archives générales du Royaume et, au besoin, de régler - sur le plan organisationnel - la transition du régime des Archives générales du Royaume à celui des Archives fédérales de Belgique. En aucun cas, la proposition ne pourra laisser place à l'incertitude quant à la nature juridique des Archives fédérales.

(1) Voir l'article 1er de l'arrêté royal du 31 mars 1987 relatif au groupement des établissements scientifiques de l'Etat relevant des deux Ministres de l'Education nationale et aux modalités de leur organisation en tant que services de l'Etat à gestion séparée.

3. La proposition de loi contient plusieurs dispositions relatives à la fixation du statut du personnel scientifique des Archives fédérales et déléguant sur ce point certaines compétences au Roi (voir en particulier les articles 14, § 3, et 15, § 7, de la proposition). L'on n'aperçoit pas la relation existant entre ces délégations et la réglementation actuelle, telle qu'elle est contenue notamment à l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat (1). La proposition devra, au moins dans ses développements, apporter également la clarté requise sur ce point.

4.1. Aux termes de l'article 1er, 1°, de la proposition, il faut entendre par "archives" un "ensemble de documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par l'organisme, la personne ou le groupe de personnes dans l'exercice de ses activités ou fonctions".

(1) Même si l'on considère que les Archives fédérales de Belgique sont un établissement au sens de l'article 1er, § 1er, de la loi du 28 décembre 1990, précitée, il se pose la question de savoir quelle est la relation entre les délégations au Roi contenues dans la proposition et le régime contenu à l'arrêté royal du 21 avril 1965. En effet, l'article 28, § 1er, de la loi du 28 décembre 1990 dispose que le personnel scientifique des établissements scientifiques visés à l'article 1er de la loi reste soumis aux dispositions du statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat et aux dispositions du statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, y compris les modifications ultérieures.

Dans la mesure où les archives ainsi définies contiennent des "données à caractère personnel" au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, c'est-à-dire des "données relatives à une personne physique identifiée ou identifiable" et dans la mesure où la conservation de ces données est faite soit manuellement, suivant une structure logique devant permettre une consultation systématique, soit à l'aide de procédés automatisés (voir l'article 1er, §§ 2 à 5, de la loi du 8 décembre 1992), ces archives sont en principe soumises aux dispositions de la loi précitée du 8 décembre 1992 (1).

A ce sujet, l'on peut considérer que la tenue d'archives n'est nullement incompatible avec la réglementation contenue à la loi du 8 décembre 1992. Si la conservation de certaines données à caractère personnel est utile ou indispensable à la formation d'archives, le traitement des données concernées peut être réputé poursuivre un objectif

(1) Pour le formateur d'archives, cela signifie notamment qu'en tant que "maître du fichier" il lui appartiendra de veiller à ce que le traitement des données à caractère personnel concernées réponde aux dispositions de l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 et que, conformément à l'article 17 de cette loi, il devra faire la déclaration de tout traitement automatisé auprès de la Commission de la protection de la vie privée. D'autre part, les personnes auxquelles les données se rapportent ont un droit d'information du premier enregistrement (article 9). Elles bénéficient également d'un droit d'accès (article 10) et, sous certaines conditions, d'un droit de rectification (article 12).

légitime se conciliant avec le principe de finalité visé à l'article 5 de la loi précitée (1).

4.2. Si les auteurs de la proposition entendent exclure totalement ou partiellement la réglementation qui en fait l'objet de l'application de la loi précitée du 8 décembre 1992, il leur appartiendra d'inscrire à cet effet une disposition expresse dans la proposition (2). Selon le choix fait dans ce domaine, il peut être envisagé de demander, en application de l'article 29 de la loi du 8 décembre 1992, l'avis de la Commission de la protection de la vie privée au sujet de la réglementation contenue dans la proposition. Pareille consultation paraît d'ailleurs s'imposer, ne fût-ce qu'en raison des règles figurant dans la proposition en matière d'archives privées, courantes et intermédiaires, compte tenu de la relation étroite qui peut exister entre

-
- (1) C'est précisément pour éviter que l'archivage de documents (judiciaires) ne se fasse en violation de la loi relative à la protection de la vie privée qu'a été soustrait à l'article 9 du projet de loi originel un paragraphe 7 selon lequel les données (judiciaires) "doivent être effacées lorsque leur maintien dans le fichier a cessé de se justifier" (Doc. parl., Chambre, 1990-91, n° 1610/1, p. 75). Il a été souligné à la commission compétente de la Chambre que "le Gouvernement n'a certainement pas voulu compromettre l'existence de celles-ci" (c'est-à-dire des archives judiciaires). (Doc. parl., Chambre, S.E. 1991-92, n° 413/12, p. 41).
- (2) Aux Pays-Bas, par exemple, les "enregistrements de personnes versés dans un dépôt d'archives" sont soustraits à l'application de la loi sur les enregistrements de personnes (Wet Persoonsregistraties - article 2, alinéa 1er, d, de la loi du 28 décembre 1988 "portant des règles en vue de la protection de la vie privée dans le cadre d'enregistrements de personnes", Stb. 665).

l'archivage de ce type de documents et la protection de la vie privée.

5. Il y aurait lieu de revoir la division du texte de la proposition. Cela implique notamment que tous les intitulés qui y figurent doivent être inclus dans la division (voir notamment l'intitulé précédant l'article 2). Du point de vue de la légistique, une division en chapitres et sections peut d'ailleurs suffire. Une répartition en titres a sa place dans des textes plus étendus, mais non dans la proposition sous examen. Il conviendra de veiller également à ce que la division se fasse d'une manière plus conséquente. C'est ainsi que la division du titre III diffère de celle des autres titres. Il faut éviter également de doter des articles d'un intitulé (voir notamment les articles 13 et 14 de la proposition). Pour terminer, l'on ne perdra pas de vue qu'un article ne doit être divisé en paragraphes que lorsque, pour des motifs de logique interne, plusieurs alinéas de l'article doivent être groupés.

6. Dans le souci d'améliorer la lisibilité et, partant, l'intelligibilité de la proposition, il serait indiqué que le commentaire des articles dans les développements de la proposition s'harmonise mieux avec le texte proposé. C'est ainsi, par exemple, que les développements relatifs à l'article 8, § 1er, de la proposition définissent les notions de "frais de versement" et de "frais de gestion" sans que le texte de l'article 8, § 1er, fasse expressément mention de cette dernière notion.

Les références internes fautives que comporte la proposition ne contribuent pas davantage à rendre celle-ci plus accessible (voir l'article 1er, 13° 14°, de la proposition).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

1.1. La notion "archives" ("archiefbescheiden" en néerlandais) est définie au 1°. La question est de savoir si cette notion est toujours employée de manière suffisamment conséquente dans la proposition. Ainsi, le texte néerlandais de l'article 9, § 3, de la proposition porte, par exemple, ce qui suit : "de openbare archiefvormers (...) blijven verantwoordelijk voor hun "archieff"". A défaut d'une définition de la notion "archieff", l'on peut se demander si à l'article 9, § 3, précité, il n'y a pas lieu de lire "archiefbescheiden". Par ailleurs, il est par exemple question, dans le texte français de l'article 1er, 21°, de "documents d'archives" ("archiefbescheiden") et non d'"archives" terme employé à l'article 1er, 1°. Une plus grande uniformité semble indiquée ici aussi.

1.2. La définition de la notion "archives" ne correspond pas dans les versions française et néerlandaise, surtout à la fin du texte. En outre, différents termes sont employés dans le texte néerlandais pour des notions qui ont peut-être la même portée. Tel est notamment le cas des termes

"opgesteld" et "opgemaakt", ce dernier mot devant être préféré.

2. La notion de "formateur d'archives" est définie au 2°. Certaines dispositions de la proposition comportent également l'expression "formateur d'archives publiques" (voir les articles 2, 3, 4, 7 et 9). Certes, le sens de cette dernière expression peut s'inférer de la combinaison des 2° et 3° de l'article 1er mais il est recommandé, vu son importance pour délimiter la portée exacte des articles de la proposition dans lesquels cette expression est utilisée, d'inscrire à l'article 1er, une définition expresse de la notion de "formateur d'archives publiques".

3.1. La notion "archives publiques" est amplement définie au 3°. Vu notamment les sanctions prévues à l'article 3 de la proposition, la question se pose de savoir si une définition aussi vaste tient suffisamment compte des obligations étendues qui peuvent en découler, par exemple, pour certains organismes privés d'archivage ou certains officiers publics et ministériels.

3.2. Compte tenu notamment des règles répartitrices de compétence à l'égard des "administrations locales" il est proposé de rédiger le 3°, 1, comme suit :

"1. les documents produits ou reçus par l'Etat, les provinces et les communes;".

3.3. Aux termes de l'article 142, alinéa 1er, de la Constitution, il y a, pour toute la Belgique, une Cour d'arbitrage, dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont déterminés par la loi. Cette loi doit, conformément à l'alinéa 4 du même article constitutionnel, être adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, de la Constitution. Dans la mesure où l'archivage doit dès lors être considéré comme relevant du "fonctionnement" de la Cour d'arbitrage, il faudra, en ce qui concerne les documents de la Cour d'arbitrage visés à l'article 1er, 3°, 2, de la proposition, une intervention du législateur spécial.

3.4. Si le 3°, 3, concerne les entreprises publiques économiques visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, il serait préférable de le formuler expressément dans la proposition. Il faudrait, à tous égards, préciser qu'il s'agit d'entreprises et d'organismes publics "fédéraux".

3.5. A la fin du 3°, 7, le texte ne fait pas apparaître clairement ce qu'il convient exactement de comprendre par "entreprises nationalisées" (en néerlandais : "genationaliseerde bedrijven").

4. La définition donnée au 7° des "archives définitives" (en néerlandais : "statistisch archief") illustre la manière, parfois libre, dont des notions sont traduites en

français et en néerlandais. Les 10° ("archiviste adjoint", "middelbaar archiefambtenaar") et 21° ("tableau de tri", "bewaar- en vernietigingslijst") notamment, en sont d'autres exemples. Il conviendra de vérifier si pour certains de ces termes il ne faudrait pas mettre davantage en concordance les versions française et néerlandaise. Ainsi la notion définie au 10° du texte néerlandais pourrait par exemple être mieux désignée par "adjunct-archivaris" (en français : "archiviste adjoint").

5. La fin du 11° comporte une discordance entre le texte français et le texte néerlandais en ce qui concerne les termes "service public d'archives" et "archiefbewaarplaats".

6. Il est recommandé de mieux harmoniser dans les textes français et néerlandais la définition donnée au 17° de la notion "accessibilité" (en néerlandais : "archieftoegang").

7. Dans la définition de la notion "ordening" (en français : "classement") figurant au 20°, il manque, dans le texte néerlandais l'équivalent des mots "et conformément aux principes de l'archivistique" apparaissant dans le texte français.

Article 2.

Vu les dispositions de l'article 3 de la proposition, d'une part, et celles de son titre III, d'autre part, les 1° et 2° de l'article 2 peuvent être supprimés comme étant superflus. En ce qui concerne l'article 2, 3°, de la proposition, il peut être renvoyé à l'observation générale formulée dans le présent avis sous le point 1.

Article 3.

1. Le texte proposé gagnerait en clarté si les développements indiquaient la relation précise entre l'article 3, § 1er, de la proposition et l'article 4, § 1er.

L'article 3, § 1er, dispose en effet que les formateurs d'archives publiques gardent la responsabilité de leurs archives jusqu'à leur versement aux Archives fédérales de Belgique. Aux termes de l'article 4, § 1er, les formateurs d'archives publiques veillent à la gestion de leurs archives jusqu'à leur versement aux Archives fédérales précitées.

2.1. Aux termes de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la proposition, lorsque des archives publiques sont découvertes dans des mains privées, les formateurs d'archives responsables, l'archiviste fédéral de Belgique ou les archivistes-directeurs ont l'obligation et la délégation d'intenter "toutes actions conservatoires et en revendication et de veiller à leur exécution par toute voie de droit".

Telle que cette disposition est rédigée, ses auteurs semblent avoir considéré que "des archives publiques" ne peuvent pas, en principe, être la propriété de particuliers ou de personnes morales de droit privé. Par ailleurs, il semble difficilement conciliable avec le principe du raisonnable d'admettre que des documents établis par un organisme public, qui sont destinés à un particulier ou une personne morale de droit privé et lui sont également communiqués à ce titre, continuent d'appartenir aux archives de l'organisme public concerné, en sorte que ces documents pourraient en tout temps faire l'objet d'une revendication. Dans le droit fil de l'observation formulée sous le point 3.1. concernant l'article 1er de la proposition, l'on peut y voir un motif supplémentaire en faveur d'une définition plus circonscrite de la notion "archives publiques".

2.2. L'article 3, § 2, alinéa 2, de la proposition prévoit une obligation de conserver et de revendiquer les documents visés. Sans préjudice de l'observation formulée sous le point 2.1., la question se pose de savoir si cette obligation n'est pas rédigée en des termes trop absolus et s'il n'est pas préférable de la subordonner par exemple à l'existence d'un intérêt archivistique justifiant la mesure concernée.

2.3. Vu les dispositions du Code judiciaire relatives à l'exécution forcée de jugements et d'arrêts, la rédaction suivante peut suffire pour la fin de l'article 3, § 2, alinéa 2, de la proposition :

"... et la délégation de revendiquer ces documents ainsi que de demander également à ces fins les mesures conservatoires nécessaires".

3. En ce qui concerne les sanctions prévues à l'article 3, § 3, la question peut se poser de savoir si elles n'ont pas une portée trop générale qui, vu les lourdes conséquences qui en découlent, nécessiterait une délimitation plus précise. Le paragraphe concerné, quoi qu'il en soit, a sa place dans un article distinct de la proposition, qui peut être inséré avec les dispositions abrogatoires.

Article 4.

Vu les définitions de "formateur d'archives" et de "archives publiques" figurant à l'article 1er de la proposition, l'article 4, § 3, semble également applicable aux notaires et aux huissiers de justice. La question est de savoir si telle est l'intention des auteurs de la proposition.

Article 5.

1. Le texte français de l'article 5, § 1er, mentionne "A l'expiration de leur période d'utilisation ou si elles ne présentent plus d'utilité administrative ou juridique, ...". Par contre, le texte néerlandais porte "Indien de ... archiefbescheiden niet langer worden gebruikt en geen administratief of juridisch nut meer hebben, ...". Cette discordance entre les deux textes devra disparaître.

2. Vu la cohérence requise avec l'article 6 de la proposition, il y aurait lieu de rédiger l'article 5, § 2, comme suit :

"Les documents qui ne doivent pas être conservés, ne peuvent être détruits que moyennant l'autorisation préalable des Archives fédérales de Belgique".

Article 6.

Le texte ne fait pas apparaître clairement quel est le rapport entre notions de "force majeure", "circonstances exceptionnelles" et "menace contre l'Etat" mentionnées dans cet article. Leur bonne compréhension est toutefois nécessaire pour justifier l'intervention, respectivement, du Ministre qui a les archives dans ses attributions et du Premier Ministre. Il conviendrait dès lors d'inclure, au moins dans les développements de la proposition, des précisions à cet égard.

A la fin de l'alinéa 1er, on écrira : "... déroger à l'article 5, § 2".

Article 7.

1. A propos de l'alinéa 1er, la question se pose de savoir si, lors de sa rédaction, il a été suffisamment tenu compte de certains cas spécifiques d'application. A supposer que la disposition concernée soit également applicable aux notaires et aux huissiers de justice, l'on peut se demander si, par exemple en cas de suppression ou de

changement de résidence d'un notaire ou de cessation de ses activités, il faut obtenir l'approbation préalable du Conseil supérieur des Archives.

2. L'article 7, alinéa 3, de la proposition dispose qu'en cas de privatisation de formateurs d'archives publiques, les ayants cause succèdent aux obligations de l'organisme public en matière d'archives.

Compte tenu de ce que les obligations visées peuvent être étendues (voir par exemple les dispositions de l'article 10 de la proposition), la question est de savoir si la mesure visée à l'article 7, alinéa 3, est suffisamment cohérente et si elle constitue le procédé le plus approprié en cas de privatisation de formateurs d'archives publiques.

Article 8.

1. Vu les dispositions de l'article 5, § 1er, de la proposition, la rédaction suivante peut suffire pour l'article 8, § 1er :

"Les archives publiques qui, à la suite du tri visé à l'article 5, alinéa 1er, relèvent des archives définitives et qui datent de plus de vingt ans, sont versées aux Archives fédérales de Belgique en bon état et en bon ordre par les soins et aux frais du formateur de ces archives".

2.1. Dans la mesure où les paragraphes 2 et 3 de l'article 8 sont conçus comme une dérogation à l'article 8, § 1er, il est préférable d'en faire état dans les paragraphes concernés. Il suffit, à cet effet, de les faire commencer par les mots "Par dérogation à ...".

2.2. Le paragraphe 2 n'indique pas clairement ce qu'il convient d'entendre par les mots "A l'expiration du délai de prescription judiciaire ou de leur période d'utilité administrative" et notamment s'il convient d'inférer de ces termes que les archives visées au paragraphe 2 ne sont pas soumises au tri visé à l'article 5.

3. Il convient d'adapter la rédaction de l'article 8, § 3, comme suit :

"Les minutes, tables et répertoires des actes des officiers publics et ministériels doivent être versés aux Archives fédérales de Belgique s'ils datent de plus de cent ans".

6. Eu égard à l'article 14, § 4, de la proposition, le paragraphe 7 de l'article 8 peut être supprimé comme étant superflu.

Article 9.

1. Il est recommandé, par analogie avec les dispositions de l'article 8, § 5, d'insérer à l'article 9, § 1er, une référence à l'article 132 de la Nouvelle loi communale.

Il conviendra également de préciser comment sera composée la commission d'archives visée à l'article 9, § 1er, et quelles en seront les tâches. Il y aura également lieu d'indiquer la nature de "l'autorité" qui, selon le même paragraphe, sera exercée par le Conseil supérieur des Archives sur la commission d'archives.

2. Vu l'observation formulée concernant l'article 8 sous le point 4, la référence à l'article 8, § 7, devra être supprimée à l'article 9, § 2.

3. A l'article 9, § 4, la mention de l'article 15, § 6, doit être supprimée, cette disposition concernant précisément les "archivistes adjoints".

Article 10.

1.1. L'article 10 de la proposition devrait indiquer plus clairement la corrélation entre le régime inscrit dans cet article et la réglementation relative à la publicité de l'administration (1).

En effet, selon l'article 32 de la Constitution, article qui entre en vigueur le 1er janvier 1995, chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 de la Constitution.

(1) Les développements se rapportant à la proposition font apparaître que l'on vise à la plus grande publicité possible des archives, dans la mesure où il est précisé que "la finalité des magasins d'archives publiques est la consultation par les personnes intéressées" (p. 13) et que "l'innovation principale de la présente loi est de rendre les archives accessibles au public dès leur versement dans un service public d'archives" (p. 24).

L'article 11 de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration qui s'inscrit dans le prolongement de la disposition constitutionnelle précitée, porte ce qui suit :

"Les dispositions de la présente loi sont également applicables aux documents administratifs qui sont déposés dans des archives par une autorité administrative fédérale.

L'administrateur d'archives fédérales est tenu d'apporter sa collaboration à l'application de la présente loi.

Les motifs d'exception visés à l'article 6 ne sont plus d'application après l'expiration du délai fixé pour le secret des archives concernées.

Les alinéas premier à trois ne s'appliquent pas aux Archives Générales du Royaume ou aux Archives de l'Etat dans les Provinces, auxquelles les dispositions légales relatives aux Archives restent entièrement d'application".

Dans le droit fil de l'observation générale formulée sous 2 dans le présent avis, il y a lieu de relever qu'on n'aperçoit pas clairement si les Archives fédérales de Belgique seront soustraites à l'application de l'article 11 de la loi précitée du 11 avril 1994, ainsi que c'est actuellement le cas des Archives générales du Royaume et des Archives de l'Etat dans les Provinces.

1.2. Par ailleurs, il est permis de présumer que le versement d'un document dans des archives n'aura pas, en soi, pour conséquence que le document archivé ne fera plus l'objet du principe du droit à la consultation et à l'obtention d'une copie consacré par l'article 32 de la Constitution. Dans le prolongement de ce qui précède, l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 11 avril 1994 prévoit, du reste,

que les demandes de consultation, de communication d'un document administratif ou d'explications y relatives sont adressées par écrit "à l'autorité administrative fédérale compétente, même si celle-ci a déposé le document aux archives".

Il n'en demeure pas moins que, par souci de clarté et sous réserve de l'observation formulée sous 1.1., il pourrait être envisagé de prévoir de manière expresse, à l'article 10 de la proposition, que, jusqu'à l'expiration des délais de consultation prévus à cet effet par la proposition, les archives concernées demeurent régies par la loi du 11 avril 1994. Dans ce cas, il faudra éventuellement remanier d'autres dispositions de l'article 10 de la proposition. L'on songe, à cet égard, au paragraphe 2, dernier alinéa, qui autorise le Conseil supérieur des Archives à accorder des dérogations à l'interdiction de consultation avant l'expiration des délais prévus par ce paragraphe.

2. La corrélation entre le régime en projet et celui inscrit dans d'autres lois réglant la publicité de certains documents spécifiques n'apparaît pas plus clairement. A ce propos, l'on voudra bien se reporter notamment à la réglementation relative à l'état civil (voir en particulier les articles 43 et suivants du Code civil) et aux registres de population (loi du 19 juillet 1991 et ses arrêtés d'exécution du 16 juillet 1992). Afin de ne laisser subsister aucune équivoque sur ce point, il pourrait être envisagé d'inscrire, à l'article 10 de la proposition, les références requises aux lois spéciales qui règlent la publicité des archives concernées.

3. Sous réserve des observations qui précèdent, l'article 10, appelle, en outre, les remarques suivantes :

3.1. Le paragraphe 1er de l'article 10 s'applique aux documents d'archives publiques qui sont conservés aux Archives fédérales de Belgique ou dans les services d'archives qui, conformément à l'article 1er, 12°, de la proposition, conservent des archives définitives. Le paragraphe 2 de l'article 10 comporte manifestement un nombre d'exceptions au principe consacré par le paragraphe 1er. Le champ d'application du paragraphe 2 semble toutefois plus étendu que celui du paragraphe 1er, dès lors que l'on part, sans restriction, de la notion de "documents d'archives publiques", ce qui implique notamment que les archives courantes et les archives intermédiaires y sont également comprises. La question se pose de savoir si ce manque de parallélisme entre les paragraphes précités est intentionnel et souhaitable.

L'articulation entre ces deux paragraphes n'apparaît du reste pas tout à fait clairement. On peut ainsi se demander si la disposition énoncée au paragraphe 1er, alinéa 3, selon laquelle la consultation des documents auxquels l'accès était libre avant leur versement demeure libre, s'applique également aux documents visés au paragraphe 2.

3.2. Le Conseil supérieur des Archives est investi du pouvoir d'accorder, dans des cas déterminés, une dérogation à l'interdiction de consulter des archives (article 10, § 1er, alinéa 2, et § 2, dernier alinéa). Il est recommandé de prévoir les critères sur la base desquels le Conseil supérieur pourra accorder ces dérogations.

3.3. A l'article 10, § 2, figurent un nombre de notions à propos desquelles il est souhaitable de donner quelques précisions dans les développements. Citons, à cet égard, notamment les notions de "dossier de personnel" et de "registre de l'enregistrement".

3.4. Il est suggéré de rédiger l'article 10, § 4, de la manière suivante :

"Les Archives fédérales de Belgique et les services publics d'archives organisent et publient les instruments de recherche".

Article 11.

1. La question se pose de savoir s'il apparaît suffisamment clairement de quelle manière devront s'opérer la gestion, la consultation et l'éventuelle restitution d'archives cédées par legs. En effet, l'article 11, § 1er, fait -- comme c'est le cas dans les paragraphes suivants -- uniquement état, à la fin, d'un contrat.

2. Ainsi que l'article 11, § 3, est rédigé, il ne semble pas avoir été suffisamment tenu compte de ce qu'il faudra au besoin pouvoir modifier le lieu de conservation des archives en cas de changement éventuel du lieu où l'intéressé exerce son activité principale.

3. A la fin de l'article 11, § 4, il faut indiquer les critères sur la base desquels le Conseil supérieur des Archives peut accorder les dérogations envisagées.

4. On n'aperçoit pas clairement de quelle manière le Conseil supérieur des Archives exercera le droit de préemption visé à l'article 11, § 5, dans la mesure où ce Conseil n'est pas doté de la personnalité juridique. Force est de constater, en outre, que le paragraphe concerné ne comporte aucune règle de procédure en ce qui concerne l'exercice de ce droit de préemption.

5. L'article 11, § 6, de la proposition semble comporter une mesure d'effet équivalent qui ne peut être réputée admissible que dans la mesure où elle est compatible avec la disposition énoncée aux articles 30 et suivants du Traité C.E.

Article 12.

1. Il y a lieu de déterminer ce qu'il faut entendre précisément par une "mesure de protection légale" et sur la base de quels critères (par exemple : l'intérêt général) une telle mesure peut être décrétée.

2. Conformément à l'article 12, § 1er, le propriétaire doit communiquer son consentement par écrit en ce qui concerne la mesure de protection envisagée. Le motif pour lequel un tel consentement est requis, n'apparaît pas d'emblée.

3. Il faut veiller à ce que le texte néerlandais de l'article 12 de la proposition fasse chaque fois usage du terme "eigenaar" (en français : propriétaire) des archives, au lieu d'employer tantôt le terme "eigenaar", tantôt le terme "bezitter".

4. L'article 12, § 4, du projet est manifestement à rapprocher de l'article 11, § 5, de celui-ci. La question se pose de savoir si cette combinaison répond à l'intention des auteurs de la proposition.

Article 13.

A l'article 13, § 1er, il n'y a, dans le texte néerlandais, pas d'équivalent pour le terme "valorisation".

Articles 14 et 15.

En ce qui concerne ces articles, qui règlent l'organisation des Archives fédérales de Belgique, l'on se reportera aux observations générales sous 2 et 3.

Article 16.

1. A l'article 16, § 2, alinéa 2, il semble plus judicieux de prévoir que les avis concernés sont donnés au Ministre qui a les archives dans ses attributions.

Eu égard à l'énoncé de l'article 13 de la proposition, qui ne fait pas état de manière expresse des "rapports d'inspection", mieux vaudrait, par ailleurs, rédiger le dernier alinéa de l'article 16, § 2, comme suit : "Il prend connaissance des rapports d'inspection établis en vertu de l'article 13".

2. Il est recommandé d'explicitier, au moins dans les développements se rapportant à la proposition, le lien qui existe entre l'article 16, § 3, alinéa 1er, et l'article 4, § 2.

Toujours à l'article 16, § 3, il convient d'observer, à propos de l'alinéa 5, que les attributions qui sont dévolues au Conseil supérieur ne concordent pas parfaitement avec les règles énoncées à l'article 12, § 1er, de la proposition.

3. A l'article 16, § 4, alinéa 1er, il suffit d'écrire, dans la version néerlandaise, "De Hoge Raad oefent ...".

En outre, il est à noter que le paragraphe 4 reproduit un nombre de dispositions figurant déjà dans la proposition. Si un tel procédé peut se justifier par le fait que l'article 16 réunit toutes les attributions du Conseil supérieur des archives, il est néanmoins recommandé, pour des raisons de clarté, de faire explicitement référence, dans chaque paragraphe concerné, aux dispositions reproduites.

4. Selon l'article 16, § 5, de la proposition, le Conseil supérieur peut déléguer à l'archiviste fédéral et aux archivistes-directeurs les attributions visées au paragraphe 4 de cet article. Compte tenu de la nature des attributions du Conseil supérieur énoncées à l'article 16, § 4, la faculté de délégation inscrite au paragraphe 5 est trop étendue pour pouvoir être maintenue sans délimitation plus précise.

Article 17.

L'article 17, § 1er, alinéa 2, b, de la proposition prévoit une représentation des Communautés et des Régions au Conseil supérieur des archives.

Si l'autonomie des Communautés et des Régions ne fait pas obstacle à une telle représentation, il en résulte, par ailleurs, également que la non-désignation ou la non-présentation des membres concernés par les autorités communautaires et régionales compétentes ne peuvent avoir aucune incidence sur la régularité de la composition du Conseil supérieur ni sur la validité des décisions prises ou des avis émis par ce Conseil. En effet, le législateur fédéral ne peut imposer aux Communautés et aux Régions l'obligation de désigner ou de présenter des représentants au Conseil supérieur.

Article 18.

Pour respecter la terminologie employée à l'article 17, § 2, il conviendrait d'écrire, dans la première phrase de la version néerlandaise de l'article 18, § 2, "... duurt zes jaar en is hernieuwbaar".

Au paragraphe 4, il y a lieu de supprimer le mot "et".

Article 19.

Concernant cet article, l'on voudra bien se reporter à l'observation générale sous 2. Il est suggéré, subsidiairement, de faire figurer, dans la proposition de loi, le principe de la conservation des droits des membres du personnel concernés, et, en prenant exemple sur la loi du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, de confier, en revanche, au Roi le soin d'en régler les modalités.

Article 20.

En ce qui concerne cet article, il suffira de se reporter à l'observation générale formulée sous 1.

Article 21.

La modification apportée par cet article à la loi du 25 ventôse an XI peut être regardée comme l'adaptation d'une loi spécifique à une modification résultant déjà de l'article 1er, 3°, 6., et de l'article 8, § 3, de la proposition.

A cet égard, il faut cependant souligner qu'un projet de loi "modifiant la loi du 25 ventôse - 5 germinal an XI (16 mars 1803) contenant organisation du notariat" a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation (L. 22.537/2), projet qui comporte notamment une modification de l'article 62 de la loi précitée, ayant pour objet de ramener de cent à cinquante ans le délai pour le dépôt, aux Archives de l'Etat, de minutes, de tables et répertoires des actes notariés.

Article 22.

Sous réserve de l'observation générale formulée sous 2 dans le présent avis, il faut relever que la seconde phrase de l'article 22 est non seulement superflue du point de vue de la technique législative, mais qu'elle manque en outre de précision et nuit, par conséquent, à la sécurité juridique. Il faut dès lors omettre la phrase considérée.

DRAAGWIJDTE VAN HET VOORSTEL.

1. Het voor advies voorgelegde voorstel van wet is geconcipieerd als een amendement op een eerder in de Senaat ingediend voorstel van archiefwet (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1991-92, nr. 233/1), doch bevat bij nader onderzoek een volledig autonome regeling in verband met het archiefwezen. Die vaststelling impliceert dat de voor advies toegezonden tekst, vanuit formeel-technisch oogpunt, niet zozeer een amendement op een vroeger ingediend voorstel, dan wel een nieuw en autonoom voorstel van wet uitmaakt.

2. De in het voorstel vervatte regeling is bestemd om in de plaats te komen van die welke momenteel is vervat in de archiefwet van 24 juni 1955, waarvan artikel 22 van het voorstel de opheffing beoogt. De nieuwe regeling heeft ongetwijfeld een verder reikende draagwijdte dan de zoëven genoemde wet. Zulks blijkt alleen al hieruit dat de voorgestelde regeling niet beperkt blijft tot de archivering door het Rijksarchief - in het voorstel lijkt hiermee het Federaal Archief van België overeen te stemmen -, doch integendeel het archiefwezen in het algemeen beoogt.

Anders dan in de wet van 24 juni 1955 wordt in het voorstel uitgegaan van een groot aantal begripsomschrijvingen, waarvan sommige tevens determinerend zijn voor het toepassingsgebied van het voorstel (artikel 1). Meer bepaald volgt uit de definitie van de begrippen "archiefvormer", "openbare archiefbescheiden" en "particuliere archiefbescheiden" dat het voorstel een ruim toepassingsgebied heeft dat zelfs de Gemeenschappen en de Gewesten kan

omvatten, mits deze "in het kader van een samenwerkingsakkoord besluiten deze wet toe te passen" (artikel 2, 3°, van het voorstel).

Op te merken valt ook dat de archiefbescheiden in het voorstel worden gecatalogeerd naar gelang van het gebruik ervan door de archiefvormer. Aan het onderscheid dat op dat vlak wordt gemaakt tussen het "dynamisch", "intermediair" en "statistisch archief" - begrippen welke worden gedefinieerd in respectievelijk de punten 5°, 6° en 7°, van artikel 1 van het voorstel -, zijn gevolgen verbonden op het vlak van het beheer en de selectie en bewaring van de archiefbescheiden (zie onder meer de artikelen 4 en 5 van het voorstel).

3. In het voorstel is een afzonderlijke regeling uitgewerkt met betrekking tot enerzijds de openbare archiefbescheiden (titel II), anderzijds de particuliere archiefbescheiden (titel III).

3.1. Wat de openbare archiefbescheiden aangaat, wordt in het voorstel uitgegaan van het principe dat de openbare archiefvormers instaan voor het beheer van hun archieven en daarvoor verantwoordelijk blijven tot de neerlegging ervan in het Federaal Archief van België (artikelen 3, § 1, en 4, § 1, van het voorstel). Die neerlegging wordt geregeld in artikel 8 van het voorstel. Aan de openbare archiefvormers wordt de mogelijkheid geboden om een eigen archiefdienst op te richten onder de in artikel 9 van het voorstel vermelde voorwaarden. Voorts wordt hen de verplichting opgelegd een registraturodienst op te richten. De taken van deze dienst

situëren zich voornamelijk op het vlak van het beheer en de selectie van de archiefbescheiden (artikelen 4, § 2, en 5, § 1, van het voorstel). Nog wat de openbare archiefbescheiden betreft, worden in artikel 10 van het voorstel de openbaarheid, de raadpleging en de bewerking van dergelijke bescheiden geregeld.

3.2. Particulieren kunnen hun archiefbescheiden die van blijvend belang zijn ter bewaring overdragen aan het Federaal Archief. Artikel 11 van het voorstel regelt de wijze waarop die overdracht kan gebeuren, alsmede de mogelijkheid van raadpleging van die bescheiden. Ter zake zal veel afhangen van de bepalingen van de overeenkomst welke de particulier met het Federaal Archief zal sluiten. In die overeenkomst zal zelfs kunnen worden afgeweken van het principieel verbod tot wijziging van de bescheiden. Vernietiging ervan zal echter enkel zijn toegelaten mits de Hoge Raad voor het Archiefwezen een afwijking heeft verleend op het verbod tot vernietiging van in het Federaal Archief bewaarde particuliere archiefbescheiden. Nog in artikel 11 van het voorstel wordt de particulier verplicht de Hoge Raad in kennis te stellen van zijn voornemen om zijn archiefbescheiden te vervreemden, in welk geval de Hoge Raad over een recht van voorkoop zal beschikken.

Particuliere archiefbescheiden zullen desgevallend het voorwerp kunnen zijn van een maatregel tot "wettelijke bescherming". Luidens artikel 12, § 1, van het voorstel, zal die maatregel het gevolg zijn van een besluit van de bevoegde minister ofwel van een "behoorlijk gemotiveerd" koninklijk besluit, naargelang de eigenaar van de bescheiden al dan niet toestemming heeft verleend voor het nemen van de

maatregel. De betrokken maatregel van bescherming impliceert weliswaar geen eigendomsrecht ten voordele van de Staat (artikel 12, § 2, van het voorstel), doch legt de eigenaar van de bescheiden niettemin bepaalde verplichtingen op in geval van bijvoorbeeld de verkoop van de bescheiden (artikel 12, §§ 3 tot 5, van het voorstel).

4. In titel IV van het voorstel worden de taken van het Federaal Archief van België omschreven en de organisatie ervan geregeld. Bovendien taken met betrekking tot de bewaring, de bewerking en de raadpleging van de in het Federaal Archief opgeslagen bescheiden, heeft dat Archief een opdracht te vervullen op het vlak van het toezicht zowel op de archiefbescheiden van openbare archiefvormers als op de particuliere archiefbescheiden die het voorwerp zijn van een maatregel tot wettelijke bescherming (artikel 13 van het voorstel).

Wat de organisatie van het Federaal Archief betreft, wordt onder meer voorzien in het inrichten van gedecentraliseerde centra en verscheidene directies van het Federaal Archief (artikel 14, §§ 1 en 2, van het voorstel). Aan de Koning wordt opgedragen het personeelsbestand van de verschillende categorieën van ambtenaren in elk archiefcentrum van het Federaal Archief te bepalen (artikel 14, § 3, van het voorstel), alsmede de wijze van aanwerving, het statuut en de kwalificaties van de ambtenaren van het Federaal Archief (artikel 15, § 7, van het voorstel). In dat verband valt op te merken dat het voorstel erin voorziet dat de wetenschappelijk gevormde archivariissen onder meer zullen worden bijgestaan door zogeheten "middelbare archief-

ambtenaren" die een niet-universitaire archiefopleiding hebben gevolgd (artikel 15, §§ 5 en 6, van het voorstel).

5. Er wordt een Hoge Raad voor het Archiefwezen opgericht, waarvan de taken en de samenstelling in titel V van het voorstel worden geregeld. Wat de samenstelling van de Hoge Raad betreft, voorziet artikel 17, § 1, van het voorstel in een vertegenwoordiging van de diverse Gemeenschappen en Gewesten.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1.1. Luidens artikel 2, 3°, van het voorstel van wet, is de voorgestelde regeling van toepassing op "de Gemeenschappen en de Gewesten die, in het kader van een samenwerkingsakkoord, besluiten deze wet toe te passen".

Artikel 20 van het voorstel bepaalt wat volgt :

"In het kader van een algemeen en eenvormig archiefbeleid kan de federale Staat met de Gemeenschappen en Gewesten samenwerkingsakkoorden sluiten onder meer door het organiseren van openbare archiefbewaarplaatsen en het verrichten van wetenschappelijk onderzoek en het valoriseren van het archief".

1.2. In het advies L. 21.595/1 dat de Raad van State, afdeling wetgeving, op 1 oktober 1992 heeft uitgebracht over een voorstel van wet "tot opheffing van de archiefwet van 24 juni 1955 en houdende organisatie van het Belgische

archiefwezen" (1) werd, gelet op de regelingsbevoegdheid welke op het vlak van de archivering aan zowel de federale overheid, als de Gemeenschappen en de Gewesten toekomt (2), het volgende gesteld :

"Zeker is dat de bevoegdheid welke ter zake van archieven aan de nationale overheid is gelaten, niet zover kan reiken dat aan het belang van het cultureel patrimonium van een Gemeenschap wordt voorbijgegaan. Een gewone wet kan aan de Gemeenschappen en de Gewesten niet het recht ontnemen om naar aanleiding van de uitoefening van de hun door of krachtens de Grondwet toegekende bevoegdheid, eigen archieven aan te leggen. Een gewone wet kan de Gemeenschappen of de Gewesten niet verplichten die archieven aan een nationale instelling over te dragen.

Wat de bepalingen van de hoofdstukken I en II betreft, mag dan ook de vraag worden gesteld of - gelet op de regelingsbevoegdheid van respectievelijk de Staat en de Gemeenschappen als op de autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten onderling en ten aanzien van de Staat - geen toepassing zou moeten worden gemaakt van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen om, voor het geheel van

(1) Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 462/2, p. 8.

(2) Inzake de bevoegdheidsverdeling op het vlak van de archivering kan worden gerefereerd aan de adviezen die de Raad van State, afdeling wetgeving, op 1 oktober 1992 en 30 september 1993 heeft uitgebracht over respectievelijk het reeds genoemde voorstel van wet tot opheffing van de archiefwet van 24 juni 1955 en houdende organisatie van het Belgische archiefwezen (Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 462/2) en een voorstel van wet betreffende het archiefwezen (Gedr. St., Kamer, 1992-93, nr. 1041/2).

het archiefwezen tot een sluitende regeling te komen" (1).

1.3. De in het voorstel gedane verwijzingen naar de samenwerkingsakkoorden die ter zake van het archiefwezen kunnen worden gesloten, dienen in het licht van de sub 1.2. geformuleerde opmerking te worden begrepen. Vraag is wel of die verwijzingen noodzakelijk zijn, gelet op het bepaalde in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

In geen geval zullen de betrokken verwijzingen zo mogen of kunnen worden gelezen dat eruit een inperking zou volgen van de bevoegdheden welke de Gemeenschappen en de Gewesten putten uit het voornoemde artikel 92bis. Zo komt het bijvoorbeeld aan de Gemeenschappen en de Gewesten toe om, op grond van die bijzondere-wetsbepaling, erover met de federale overheid te onderhandelen welke bepalingen van de in het voorstel vervatte regeling zij desgevallend wel of niet zullen toepassen. Zoals artikel 2, 3°, van het voorstel is geredigeerd, kan nochtans de indruk worden gewekt dat de Gemeenschappen en de Gewesten uitsluitend nog over het al dan niet aanvaarden van de voorgestelde regeling zullen kunnen oordelen en op die wijze enkel tot die regeling in haar geheel zullen kunnen "toetreden" of niet,

(1) Het archiefwezen wordt ook in de rechtsleer beschouwd als een typisch voorbeeld van een aangelegenheid welke zich over verschillende beleidsdomeinen uitstrekt waarvoor meerdere overheden bevoegd zijn en met betrekking tot welke het, gezien de nauwe samenhang welke tussen die domeinen bestaat, aangewezen kan zijn dat ter zake een samenwerkingsakkoord wordt gesloten (Smets, J. en Moerenhout, R., De samenwerking tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, Antwerpen, 1994, nr. 185, p. 131).

hetgeen uiteraard moeilijk verenigbaar is met het bepaalde in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

1.4. Anderzijds dient te worden vastgesteld dat de in het voorstel uitgewerkte regeling inzake het archiefwezen niet stoelt op vooraf met de Gemeenschappen en de Gewesten gevoerde en in een samenwerkingsakkoord gegoten onderhandelingen, doch dat integendeel van een autonome regeling is uitgegaan omtrent welke naderhand samenwerkingsakkoorden kunnen worden gesloten.

Een dergelijke handelwijze kan bezwaarlijk in strijd worden geacht met artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, vermits die bepaling in geen chronologische volgorde voorziet voor het uitwerken van een wettelijke regeling en het sluiten van een samenwerkingsakkoord daaromtrent. Wel rijst de vraag of de coherentie en derhalve de efficiëntie van een regeling inzake het archiefwezen niet vereisen dat de verschillende bij de materie betrokken federale en gemeenschaps- en gewestoverheden zich op voorhand erover beraden hoe ter zake het best tot één algemene regeling kan worden gekomen, waarbij de onderscheiden bevoegdheden in een geest van wederzijds respect maximaal op elkaar worden afgestemd. Een dergelijke regeling zou dan haar neerslag kunnen vinden in één of meer samenwerkingsakkoorden, welke naderhand aan de respectieve wet- en decreetgevers voor goedkeuring zullen moeten worden voorgelegd.

2.1. Uit de tekst van het voorstel, noch uit de erbij gevoegde toelichting valt met de nodige klaarheid af te lei-

den hoe de uitgewerkte regeling betreffende het archiefwezen zich verhoudt tot de bestaande reglementering ter zake. Artikel 22 van het voorstel bepaalt weliswaar dat de archiefwet van 24 juni 1955 wordt opgeheven, doch het voorstel laat voor het overige in het ongewisse of het nieuw opgerichte Federaal Archief van België de taken van het Rijksarchief zal overnemen. In dezelfde zin voorziet artikel 19 van het voorstel voor de vastbenoemde ambtenaren van de archiefdiensten, het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de Provinciën, in het behoud van hun graad en hun verkregen rechten, doch een eventuele overdracht van die personeelsleden naar de nieuw op te richten entiteiten, wordt niet geregeld.

2.2. Voorts rijzen vragen omtrent de juridische aard van het nieuwe Federaal Archief van België. Vastgesteld dient immers te worden dat, de omschrijving van sommige bevoegdheden ervan ten spijt, aan het Federaal Archief geen rechtspersoonlijkheid wordt verleend. Daarnaast is het niet duidelijk of het Federaal Archief - zoals het Algemeen Rijksarchief en de Rijksarchieven in de Provinciën - zal afhangen van het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen, bedoeld in de wet van 28 december 1990 tot oprichting van het Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen en van het Koninklijk Instituut voor Aarde- en Ruimtetenschappen. Indien zulks de bedoeling is, zal van het Federaal Archief van België uitdrukkelijk melding moeten worden gemaakt in artikel 1, § 1, van de zoëven genoemde wet van 28 december 1990.

Evenmin duidelijk is of het Federaal Archief van België als een staatsdienst met afzonderlijk beheer moet worden beschouwd en of het, wat dat betreft, de bedoeling is het Federaal Archief te onderwerpen aan de toepassing van het koninklijk besluit nr. 504 van 31 december 1986 waarbij de onder de beide Ministers van Onderwijs ressorterende wetenschappelijke inrichtingen van de Staat opgericht worden als staatsdiensten met afzonderlijk beheer, besluit dat momenteel van toepassing is op het Algemeen Rijksarchief en de Rijksarchieven in de Provinciën (1).

2.3. Teneinde tegemoet te komen aan de sub 2.1. en 2.2. geuite bezwaren, zal in het voorstel duidelijker moeten worden aangegeven hoe de nieuwe regeling zich verhoudt tot de bestaande reglementering betreffende het Algemeen Rijksarchief en zal zo nodig - op organisatorisch vlak - de overgang moeten worden geregeld van het regime van het Algemeen Rijksarchief naar dat van het Federaal Archief van België. In geen geval zal het voorstel onzekerheid mogen laten bestaan omtrent de juridische aard van het Federaal Archief.

(1) Zie artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 maart 1987 betreffende de groepering van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, die ressorteren onder de beide Ministers van Onderwijs, en hun nadere organisatie als staatsdiensten met afzonderlijk beheer.

3. Het voorstel van wet bevat een aantal bepalingen die betrekking hebben op het vaststellen van het statuut van het wetenschappelijk personeel van het Federaal Archief en waarbij op dat vlak aan de Koning bepaalde bevoegdheden worden gedelegeerd (zie meer in het bijzonder de artikelen 14, § 3, en 15, § 7, van het voorstel). Het is niet duidelijk hoe die delegaties zich verhouden tot de bestaande reglementering, zoals die met name is vervat in het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat (1). Het voorstel zal, minstens in de toelichting, ook op dat punt de nodige klaarheid moeten scheppen.

(1) Ook indien ervan wordt uitgegaan dat het Federaal Archief van België een instelling is in de zin van artikel 1, § 1, van de voornoemde wet van 28 december 1990, rijst de vraag hoe de in het voorstel vervatte delegaties aan de Koning zich verhouden tot de in het koninklijk besluit van 21 april 1965 opgenomen regeling. Artikel 28, § 1, van de wet van 28 december 1990, bepaalt immers dat het wetenschappelijk personeel van de in artikel 1 van de wet bedoelde wetenschappelijke instellingen onderworpen blijft aan de bepalingen van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en aan de bepalingen van de bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, met inbegrip van de latere wijzigingen.

4.1. Luidens artikel 1, 1°, van het voorstel, dient onder "archiefbescheiden" te worden verstaan "het geheel van bescheiden, ongeacht hun datum, hun vorm en materiële drager, opgesteld of ontvangen door een instelling, persoon of groep personen die deze heeft ontvangen of opgemaakt uit hoofde van zijn/haar activiteiten of vervulling van zijn/haar taken".

In de mate dat de aldus omschreven archiefbescheiden "persoonsgegevens" bevatten in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dit zijn "gegevens die betrekking hebben op een natuurlijke persoon die is of kan worden geïdentificeerd", en in de mate dat het bewaren van die gegevens gebeurt hetzij manueel, op een logisch gestructureerde wijze met het oog op een systematische raadpleging ervan, hetzij langs geautomatiseerde weg (zie artikel 1, §§ 2 tot 5, van de wet van 8 december 1992), zijn in beginsel die archiefbescheiden onderworpen aan de bepalingen van de zoëven genoemde wet van 8 december 1992 (1).

(1) Voor de archiefvormer komt zulks onder meer erop neer dat hij als "houder van een bestand" erop zal moeten toezien dat het beheer over de verwerking van de betrokken persoonsgegevens beantwoordt aan de bepalingen van artikel 16 van de wet van 8 december 1992 en dat hij van elke geautomatiseerde verwerking overeenkomstig artikel 17 van die wet zal moeten aangifte doen bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Anderzijds zullen de personen waarop de gegevens betrekking hebben het recht hebben op kennisgeving van de eerste registratie (artikel 9). Tevens zullen zij genieten van een recht van toegang (artikel 10) en, onder bepaalde voorwaarden, van verbetering (artikel 12).

In dat verband mag ervan worden uitgegaan dat het houden van een archief niet onverenigbaar is met de in de wet van 8 december 1992 vervatte reglementering. Indien het bewaren van bepaalde persoonsgegevens voor de uitbouw van een archief nuttig of noodzakelijk is, kan de verwerking van de betrokken gegevens worden geacht een wettig doel na te streven dat kadert in het finaliteitsbeginsel bedoeld in artikel 5 van de zoëven genoemde wet (1).

4.2. Indien de indieners van het voorstel de hierin uitgewerkte regeling van de toepassing van de meermaals genoemde wet van 8 december 1992 geheel of gedeeltelijk zouden willen uitsluiten, zullen zij daartoe een uitdrukkelijke bepaling in het voorstel moeten opnemen (2). Naargelang de op dat punt voorgestane optie, kan worden overwogen om, met toepassing van artikel 29 van de wet van 8 december 1992, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke

(1) Het is precies om te vermijden dat het archiveren van (gerechtelijke) documenten in strijd met de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer zou geschieden, dat uit artikel 9 van het oorspronkelijke ontwerp van wet een paragraaf 7 is gelicht, volgens welke de (gerechtelijke) gegevens "moeten worden uitgewist wanneer het behoud ervan in het bestand niet meer verantwoord is" (Gedr. St., Kamer, 1990-91, nr. 1610/1, p. 75). In de bevoegde Kamercommissie werd erop gewezen dat het "zeker niet de bedoeling (kon) zijn om die archivering onmogelijk te maken" (Gedr. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 413/12, p. 41).

(2) In bijvoorbeeld Nederland zijn "persoonsregistraties die berusten in een archiefbewaarplaats" onttrokken aan de toepassing van de Wet Persoonsregistraties (artikel 2, lid 1, d, van de wet van 28 december 1988 houdende regels ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer in verband met persoonsregistraties, Stb. 665).

levenssfeer om een advies omtrent de in het voorstel vervatte regeling te verzoeken. Een dergelijke consultatie lijkt trouwens aangewezen alleen al omwille van de in het voorstel opgenomen regelen inzake particuliere, dynamische en intermediaire archiefbescheiden, rekening houdend met de enge relatie welke tussen de archivering van dat soort van bescheiden en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kan bestaan.

5. De indeling van de tekst van het voorstel dient te worden herzien. Dat houdt onder meer in dat alle opschriften die erin voorkomen in de indeling moeten worden opgenomen (zie bijvoorbeeld het opschrift dat aan artikel 2 voorafgaat). Vanuit legistiek oogpunt kan overigens een indeling in hoofdstukken en afdelingen volstaan. Een indeling in titels is op haar plaats in meer uitgebreide teksten, doch niet in het voorliggende voorstel. Tevens zal men erop moeten toezien dat de indeling op een meer consequente wijze gebeurt. Zo verschilt bijvoorbeeld de indeling van titel III van die van de andere titels. Eveneens moet worden vermeden artikelen van een opschrift te voorzien (zie bijvoorbeeld de artikelen 13 en 14 van het voorstel). Tot slot dient voor ogen te worden gehouden dat een artikel enkel in paragrafen moet worden ingedeeld wanneer verschillende leden van het artikel, om redenen van interne logica, moeten worden gegroepeerd.

6. De leesbaarheid en derhalve de begrijpelijkheid van het voorstel zouden ermee zijn gebaat indien in de toelich-

ting bij het voorstel de artikelsgewijze bespreking nauwer zou aansluiten bij de voorgestelde tekst. Zo worden bijvoorbeeld in de toelichting bij artikel 8, § 1, van het voorstel, de begrippen "neerleggingskosten" en "beheerskosten" omschreven, zonder dat in de tekst van artikel 8, § 1, met zoveel woorden sprake is van het laatstgenoemde begrip.

Evenmin bevorderlijk voor de toegankelijkheid van het voorstel zijn de foutieve interne verwijzingen die erin voorkomen (zie artikel 1, 13° en 14°, van het voorstel).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

1.1. In 1° wordt het begrip "archiefbescheiden" ("archives" in het Frans) gedefinieerd. Het is de vraag of dit begrip in het voorstel steeds op een voldoende consequente wijze wordt gehanteerd. Zo wordt bijvoorbeeld in de Nederlandse tekst van artikel 9, § 3, van het voorstel, bepaald dat de betrokken openbare archiefvormers verantwoordelijk blijven voor hun "archief". Bij gebreke van een omschrijving van het begrip "archief" kan eraan worden getwijfeld of in het zoëven genoemde artikel 9, § 3, niet "archiefbescheiden" moet worden gelezen. Anderzijds is in bijvoorbeeld artikel 1, 21°, in de Franse tekst sprake van "documents d'archives" ("archiefbescheiden") en niet van de in artikel 1, 1°, gebezigde term "archives". Een grotere eenvormigheid lijkt ook hier aangewezen.

1.2. De omschrijving van het begrip "archiefbescheiden" stemt, vooral in fine ervan, niet overeen in de Nederlandse en de Franse tekst. Daarenboven worden in de Nederlandse tekst verschillende termen gebruikt voor begrippen die wellicht hetzelfde bedoelen. Dat is met name het geval voor de termen "opgesteld" en "opgemaakt", welke laatste term de voorkeur verdient.

2. In 2° wordt het begrip "archiefvormer" gedefinieerd. In een aantal bepalingen van het voorstel komt tevens de term "openbaar archiefvormer" voor (zie de artikelen 2, 3, 4, 7 en 9). Uit de samenlezing van de punten 2° en 3° van artikel 1, kan weliswaar de betekenis van die laatste term worden afgeleid. Toch verdient het aanbeveling, gelet op het belang ervan voor de afbakening van de precieze draagwijdte van de artikelen van het voorstel waarin van die term gebruik wordt gemaakt, om in artikel 1 een uitdrukkelijke omschrijving van het begrip "openbaar archiefvormer" op te nemen.

3.1. In 3° wordt een ruime omschrijving van het begrip "openbare archiefbescheiden" gegeven. Mede gelet op de in artikel 3 van het voorstel ingeschreven sancties, rijst de vraag of een zo ruim geconcipieerde omschrijving voldoende rekening houdt met de verstrekkende verplichtingen die hieruit kunnen voortvloeien bijvoorbeeld voor bepaalde private archiefinstellingen of openbare en ministeriële ambtenaren.

3.2. Mede rekening houdend met de bevoegdheidsverdelende regels ten aanzien van de "plaatselijke besturen", wordt voor punt 3°, 1, de volgende redactie in overweging gegeven :

"1. de bescheiden die zijn opgemaakt of ontvangen door de Staat, de provincies en de gemeenten;".

3.3. Luidens artikel 142, eerste lid, van de Grondwet, bestaat er voor geheel België een Arbitragehof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de werking door de wet worden bepaald. Die wet dient, overeenkomstig het vierde lid van hetzelfde grondwetsartikel, aangenomen te worden met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, van de Grondwet. In de mate dat derhalve de archivering als een zaak van "werking" van het Arbitragehof valt te beschouwen, zal, wat de in artikel 1, 3°, 2, van het voorstel bedoelde bescheiden van het Arbitragehof betreft, de tussenkomst van de bijzondere wetgever vereist zijn.

3.4. Indien in 3°, 3, de economische overheidsbedrijven worden beoogd, bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt zulks best met zoveel woorden in het voorstel tot uitdrukking gebracht. Alleszins lijkt te moeten worden geëxpliciteerd dat het gaat om "federale" openbare instellingen en overheidsbedrijven.

3.5. In fine van 3°, 7, is niet duidelijk wat precies dient te worden begrepen onder "genationaliseerde bedrijven" (Fr. "entreprises nationalisées").

4. De in 7° gegeven definitie van "statistisch archief" (Fr. "archives définitives") is illustratief voor de soms zeer vrije vertaling van begrippen in het Frans en het Nederlands. Andere illustraties zijn te vinden in onder meer de punten 10° ("middelbaar archiefambtenaar", "archiviste adjoint") en 21° ("bewaar- en vernietigingslijst", "tableau de tri"). Er zal moeten worden nagegaan of bepaalde van die termen niet meer op elkaar moeten worden afgestemd in de Nederlandse en de Franse tekst. Zo zou bijvoorbeeld het in 10° gedefinieerde begrip in de Nederlandse tekst beter als "adjunct-archivaris" (Fr. "archiviste adjoint") worden aangeduid.

5. In fine van 11° is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst, wat de woorden "archiefbewaarplaats" en "service public d'archives" betreft.

6. Het verdient aanbeveling de in 17° gegeven omschrijving van het begrip "archieftoegang" (Fr. "accessibilité") meer eenvormig te maken in de Nederlandse en de Franse tekst.

7. In de definitie van het begrip "ordening" (Fr. "classement") in punt 20°, ontbreekt in de Nederlandse tekst het equivalent van de woorden "et conformément aux principes de l'archivistique" die in de Franse tekst voorkomen.

Artikel 2.

Gelet op het bepaalde in, eensdeels, artikel 3 van het voorstel en, anderdeels, titel III ervan, kunnen de punten 1° en 2° van artikel 2 als overbodig worden geschrapt. Wat artikel 2, 3°, van het voorstel betreft, kan worden verwezen naar de in dit advies geformuleerde algemene opmerking sub 1.

Artikel 3.

1. Het zou de duidelijkheid van de voorgestelde regeling ten goede komen indien in de toelichting werd aangegeven hoe het bepaalde in artikel 3, § 1, van het voorstel zich precies verhoudt tot artikel 4, § 1.

Artikel 3, § 1, bepaalt immers dat de openbare archiefvormers verantwoordelijk blijven voor hun archief tot de neerlegging ervan in het Federaal Archief van België. Luidens artikel 4, § 1, staan de openbare archiefvormers in voor het archiefbeheer tot de neerlegging in het voornoemd Federaal Archief.

2.1. Naar luid van artikel 3, § 2, tweede lid, van het voorstel, zijn de verantwoordelijke archiefvormers, de federaal archivaris van België of de archivarissen-directeurs verplicht en hebben zij het recht over te gaan tot "elke bewarings- en terugvorderingsmaatregel en via elk

rechtsmiddel op de uitvoering ervan toe te zien", wanneer openbare archiefbescheiden worden gevonden in privé-bezit.

Zoals deze bepaling is geredigeerd, lijken de stellers ervan uitgegaan te zijn dat "openbare archiefbescheiden" in beginsel geen eigendom kunnen zijn van privé-personen of privaatrechtelijke rechtspersonen. Anderzijds lijkt het moeilijk met het redelijkheidsvereiste verzoenbaar te zijn wanneer zou worden aangenomen dat door een openbare instelling opgemaakte bescheiden welke voor een privé-persoon of privaatrechtelijke rechtspersoon bestemd zijn en als zodanig ook aan hem zijn meegedeeld, nog tot het archief van de betrokken openbare instelling blijven behoren, met als gevolg dat die bescheiden ten alle tijde het voorwerp van een terugvordering zouden kunnen zijn. In de lijn van de sub 3.1. gemaakte opmerking bij artikel 1 van het voorstel, kan hierin een bijkomende reden worden gezien voor een meer afgebakende omschrijving van het begrip "openbare archiefbescheiden".

2.2. In artikel 3, § 2, tweede lid, van het voorstel, wordt in een verplichting tot bewaring en terugvordering van de beoogde bescheiden voorzien. Onverminderd de sub 2.1. geformuleerde opmerking, rijst de vraag of die verplichting niet in te absolute bewoordingen is gesteld en niet best afhankelijk wordt gemaakt van bijvoorbeeld het voorhanden zijn van een archivalisch belang dat aan de betrokken maatregel ten grondslag moet liggen.

2.3. Gelet op de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de gedwongen tenuitvoerlegging van vonnissen

en arresten, kan in fine van artikel 3, § 2, tweede lid, van het voorstel, de volgende redactie volstaan :

"... hebben het recht die bescheiden terug te vorderen en daartoe ook de nodige bewarende maatregelen te eisen".

3. Met betrekking tot de in artikel 3, § 3, opgenomen sanctieregeling kan de vraag worden gesteld of zij niet een te algemene strekking heeft welke, gezien de zwaarwichtige gevolgen die eruit voortvloeien, een nadere afbakening behoeft. Alleszins hoort de betrokken paragraaf thuis in een afzonderlijk artikel van het voorstel, dat vóór de opheffingsbepalingen kan worden ingevoegd.

Artikel 4.

Gelet op de in artikel 1 van het voorstel opgenomen definities van "archiefvormer" en "openbare archiefbescheiden" lijkt het bepaalde in artikel 4, § 3, tevens van toepassing te zijn op de notarissen en de gerechtsdeurwaarders. Vraag is of zulks strookt met de bedoeling van de indieners van het voorstel.

Artikel 5.

1. In de Nederlandse tekst van artikel 5, § 1, wordt geschreven "Indien de ... archiefbescheiden niet langer worden gebruikt en geen administratief of juridisch nut meer

hebben, ...". De Franse tekst daarentegen heeft het over "A l'expiration de leur période d'utilisation ou si elles ne présentent plus d'utilité administrative ou juridique, ...". Dit gebrek aan overeenstemming tussen de beide teksten zal moeten worden weggewerkt.

2. Gelet op de vereiste samenhang met artikel 6 van het voorstel, redigere men artikel 5, § 2, als volgt :

"De bescheiden die niet bewaard moeten worden, kunnen niet worden vernietigd dan op grond van een voorgaande toestemming van het Federaal Archief van België".

In de Franse tekst van dezelfde paragraaf dient daarenboven te worden geschreven "... moyennant l'autorisation préalable des Archives fédérales de Belgique".

Artikel 6.

Het is niet duidelijk hoe de in dit artikel vermelde begrippen "overmacht", "uitzonderlijke omstandigheden" en "de Staat in gevaar" zich tot elkaar verhouden. Een goed inzicht daaromtrent is nochtans noodzakelijk om de tussenkomst van respectievelijk de Minister tot wiens bevoegdheid het archiefwezen behoort en de Eerste Minister te rechtvaardigen. Derhalve zou, minstens in de toelichting bij het voorstel, ter zake een verduidelijking moeten worden gegeven.

Aan het einde van het eerste lid, schrijve men :
"... afwijken van artikel 5, § 2".

Artikel 7.

1. Met betrekking tot het eerste lid, rijst de vraag of bij de redactie ervan wel voldoende rekening is gehouden met bepaalde specifieke toepassingsgevallen. Indien ervan moet worden uitgegaan dat de betrokken bepaling ook op de notarissen en de gerechtsdeurwaarders van toepassing is, kan men zich afvragen of, in geval van bijvoorbeeld de opheffing of de wijziging van de standplaats van een notaris of een stopzetting van zijn activiteiten, een voorafgaande goedkeuring van de Hoge Raad voor het Archiefwezen moet worden verkregen.

2. Luidens artikel 7, derde lid, van het voorstel, moeten, bij privatisering van openbare archiefvormers, de rechtverkrijgenden de verplichtingen van de openbare instelling inzake archiefbeheer en archiefzorg overnemen.

Ermee rekening houdend dat de beoogde verplichtingen van een verstrekkende aard kunnen zijn (zie bijvoorbeeld het bepaalde in artikel 10 van het voorstel), is het de vraag of de regeling bedoeld in artikel 7, derde lid, wel voldoende coherent is en of zij in het meest geëigende procédé voorziet in geval van privatisering van openbare archiefvormers.

Artikel 8.

1. Gelet op het bepaalde in artikel 5, § 1, van het voorstel, kan voor artikel 8, § 1, de volgende redactie volstaan :

"De openbare archiefbescheiden die ingevolge de selectie bedoeld in artikel 5, eerste lid, behoren tot het statisch archief en die ouder zijn dan twintig jaar, worden in een goede en geordende staat door toedoen en op kosten van de betrokken archiefvormer neergelegd in het Federaal Archief van België".

2.1. In de mate dat de paragrafen 2 en 3 van artikel 8 zijn geconcipieerd als een afwijking van het bepaalde in artikel 8, § 1, wordt daarvan best melding gemaakt in de betrokken paragrafen. Daartoe volstaat het deze te laten aanvangen met de woorden "In afwijking van ...".

2.2. In paragraaf 2 is niet duidelijk wat dient te worden begrepen onder de woorden "na het verstrijken van de juridische verjaringstermijn of van de periode van administratief nut" en of met name uit die woorden moet worden afgeleid dat de in paragraaf 2 bedoelde archiefbescheiden niet zijn onderworpen aan de in artikel 5 beoogde selectie.

3. Men passe de redactie van artikel 8, § 3, aan als volgt :

"De minuten, tabellen en repertoria van de akten van de openbare en ministeriële ambtenaren moeten worden neergelegd in het Federaal Archief van België, indien zij meer dan honderd jaar oud zijn".

4. Gelet op het bepaalde in artikel 14, § 4, van het voorstel, kan paragraaf 7 van artikel 8 als zijnde overbodig worden geschrapt.

Artikel 9.

1. Het verdient aanbeveling om, naar analogie met het bepaalde in artikel 8, § 5, in artikel 9, § 1, een verwijzing op te nemen naar artikel 132 van de Nieuwe Gemeentewet.

Tevens zal moeten worden geëxpliciteerd hoe de in artikel 9, § 1, bedoelde archiefcommissie zal zijn samengesteld en welke de taken van die commissie zullen zijn. Ook zal moeten worden verduidelijkt welke de aard is van het "toezicht" dat, volgens dezelfde paragraaf, door de Hoge Raad voor het Archiefwezen op de archiefcommissie zal worden uitgeoefend.

2. Als gevolg van de bij artikel 8 onder punt 4 geformuleerde opmerking, dient in artikel 9, § 2, de verwijzing naar artikel 8, § 7, achterwege te blijven.

3. In artikel 9, § 4, dient de vermelding van artikel 15, § 6, te worden weggelaten, vermits die bepaling precies op de "middelbare archiefambtenaren" betrekking heeft.

Artikel 10.

1.1. In artikel 10 van het voorstel dient duidelijker te worden aangegeven hoe de in dat artikel vervatte regeling zich verhoudt tot die inzake de openbaarheid van bestuur (1).

Men weet dat luidens artikel 32 van de Grondwet, welk artikel op 1 januari 1995 in werking treedt, ieder het recht heeft elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de wet, het decreet of de regel bedoeld in artikel 134 van de Grondwet.

(1) Uit de toelichting bij het voorstel blijkt dat een zo groot mogelijke openbaarheid van archiefbescheiden wordt beoogd, waar wordt gesteld dat "de finaliteit van openbare archiefbewaarplaatsen de raadpleging (is) door geïnteresseerden" (p. 13) en dat "de belangrijkste vernieuwing van deze wet (erin) bestaat dat de archiefbescheiden toegankelijk gemaakt worden voor het publiek zodra ze berusten in een openbare archiefdienst" (p. 24).

Artikel 11 van de op de voornoemde grondwetsbepaling aansluitende wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, luidt als volgt :

"De bepalingen van deze wet zijn mede van toepassing op de bestuursdocumenten die door een federale administratieve overheid in een archief zijn neergelegd.

De beheerder van een federaal archief is ertoe gehouden zijn medewerking te verlenen aan de toepassing van deze wet.

De in artikel 6 bedoelde uitzonderingsgronden houden op van toepassing te zijn na het verstrijken van de termijn welke voor de geheimhouding van het betrokken archief is bepaald.

De eerste drie leden zijn niet van toepassing op het Algemeen Rijksarchief of het Rijksarchief in de Provinciën, voor wie de wettelijke bepalingen betreffende de Archieven onverminderd van toepassing zijn".

In de lijn van de in dit advies geformuleerde algemene opmerking sub 2, moet worden vastgesteld dat niet duidelijk is of het Federaal Archief van België van de toepassing van artikel 11 van de zoëven genoemde wet van 11 april 1994 zal worden uitgesloten, zoals dat momenteel het geval is voor het Algemeen Rijksarchief en het Rijksarchief in de Provinciën.

1.2. Anderzijds mag ervan worden uitgegaan dat het neerleggen van een document in een archief op zich niet voor gevolg zal hebben dat het gearchiveerde document niet langer het voorwerp zal zijn van het in artikel 32 van de Grondwet vervatte beginsel van het recht op raadpleging en van het krijgen van een afschrift ervan. In het verlengde hiervan

wordt trouwens in artikel 5, eerste lid, van de wet van 11 april 1994, voorzien dat aanvragen tot inzage, uitleg of mededeling van een bestuursdocument schriftelijk worden gericht "aan de bevoegde federale administratieve overheid, ook wanneer deze het document in een archief heeft neergelegd".

Zulks neemt niet weg dat, met het oog op de duidelijkheid en onverminderd de sub 1.1, gemaakte opmerking, kan worden overwogen om in artikel 10 van het voorstel uitdrukkelijk te bepalen dat, tot het verstrijken van de daartoe in het voorstel voorziene termijnen van raadpleging, de betrokken archiefbescheiden aan de wet van 11 april 1994 zullen blijven onderworpen. Desgevallend zullen dan wel andere bepalingen van artikel 10 van het voorstel moeten worden aangepast. Te denken valt in dit verband aan paragraaf 2, laatste lid, waarin het de Hoge Raad voor het Archiefwezen wordt mogelijk gemaakt afwijkingen toe te staan op het verbod van raadpleging voor het verstrijken van de in die paragraaf vermelde termijnen.

2. Evenmin duidelijk is hoe de voorgestelde regeling zich verhoudt tot die welke is vervat in andere wetten waarin de openbaarheid wordt geregeld van bepaalde, specifieke documenten. In dat verband mag worden gerefereerd aan onder meer de reglementering betreffende de burgerlijke stand (zie inzonderheid de artikelen 43 en volgende van het Burgerlijk Wetboek) en de bevolkingsregisters (wet van 19 juli 1991 en uitvoeringsbesluiten van 16 juli 1992). Teneinde op dat punt geen onzekerheid te laten bestaan, kan

worden overwogen in artikel 10 van het voorstel de nodige referenties in te schrijven naar de bijzondere wetten waarin de openbaarheid van de betrokken archiefbescheiden wordt geregeld.

3. Onverminderd de voorgaande opmerkingen, kan bij artikel 10 nog het volgende worden opgemerkt.

3.1. Paragraaf 1 van artikel 10 is van toepassing op de openbare archiefbescheiden die worden bewaard in het Federaal Archief van België of in de archiefdiensten, waarin overeenkomstig het bepaalde in artikel 1, 12°, van het voorstel, statische archieven worden bewaard. Paragraaf 2 van artikel 10 bevat blijkbaar een aantal uitzonderingen op het in paragraaf 1 vervatte principe. Het toepassingsgebied van paragraaf 2 lijkt nochtans ruimer te zijn dan dat van paragraaf 1, vermits er, zonder beperking, van het begrip "openbare archiefbescheiden" wordt uitgegaan, hetgeen onder meer inhoudt dat ook het dynamisch en het intermediair archief daaronder vallen. Vraag is of dit gemis aan parallellisme tussen de voornoemde paragrafen gewild en wenselijk is.

Overigens is niet geheel duidelijk hoe de beide paragrafen zich tot elkaar verhouden. Zo kan eraan worden getwijfeld of het bepaalde in paragraaf 1, derde lid, naar luid waarvan de bescheiden die voor hun neerlegging vrij raadpleegbaar waren toegankelijk blijven, ook van toepassing is op de documenten bedoeld in paragraaf 2.

3.2. De Hoge Raad voor het Archiefwezen wordt bevoegd gemaakt om in bepaalde gevallen een afwijking te verlenen van het verbod van het raadplegen van archiefbescheiden (artikel 10, § 1, tweede lid, en § 2, laatste lid). Het verdient aanbeveling in criteria te voorzien op grond waarvan de Hoge Raad die afwijkingen zal kunnen toestaan.

3.3. In artikel 10, § 2, worden een aantal begrippen gehanteerd met betrekking tot welke het geraden is in de toelichting enige nadere verduidelijking te geven. Te denken valt in dat verband aan onder meer de begrippen "personeelsdossier" en "inschrijvingsregister".

3.4. Voor artikel 10, § 4, wordt de volgende redactie in overweging gegeven :

"Het Federaal Archief van België en de archiefdiensten organiseren de archieftoegangen en maken deze bekend".

Artikel 11.

1. Het is de vraag of het voldoende duidelijk is hoe het beheer, de raadpleging en de eventuele teruggave van bescheiden die bij legaat zijn afgestaan, zullen moeten geschieden. In fine van artikel 11, § 1, is immers - zoals in de daaropvolgende paragrafen het geval is - enkel sprake van een overeenkomst.

2. Zoals artikel 11, § 3, is geformuleerd, lijkt ermee onvoldoende rekening te zijn gehouden dat de bewaarplaats van het archief desgevallend zal moeten kunnen worden gewijzigd in functie van een eventuele verandering van de plaats waar de betrokkene zijn hoofdactiviteit uitoefent.

3. In fine van artikel 11, § 4, dienen de criteria te worden aangegeven op grond waarvan de Hoge Raad voor het Archiefwezen de beoogde afwijkingen kan toestaan.

4. Het is niet duidelijk op welke wijze de Hoge Raad voor het Archiefwezen het in artikel 11, § 5, bedoelde recht van voorkoop zal uitoefenen, ermee rekening houdend dat die Raad niet over rechtspersoonlijkheid beschikt. Daarenboven moet worden vastgesteld dat de betrokken paragraaf geen procedurele regeling bevat met betrekking tot het uitoefenen van dat voorkooprecht.

5. Artikel 11, § 6, van het voorstel lijkt een maatregel van gelijke werking in te houden welke slechts toelaatbaar kan worden geacht in de mate dat hij verenigbaar is met het bepaalde in de artikelen 30 en volgende van het EG-Verdrag.

Artikel 12.

1. Er dient te worden bepaald wat precies moet worden begrepen onder een "maatregel tot wettelijke bescherming" en op grond van welke criteria (bijvoorbeeld het algemeen belang) tot een zulkdanige maatregel kan worden besloten.
2. Overeenkomstig artikel 12, § 1, moet de eigenaar schriftelijk zijn toestemming in verband met de voorgenomen beschermingsmaatregel meedelen. Het is niet op het eerste gezicht duidelijk om welke reden een dergelijke toestemming vereist is.
3. Men dient erop toe te zien dat in de Nederlandse tekst van artikel 12 van het voorstel telkens de term "eigenaar" (Fr. "propriétaire") van de bescheiden wordt gebruikt, in plaats van nu eens de term "eigenaar", dan weer de term "bezitter" te bezigen.
4. Het bepaalde in artikel 12, § 4, van het ontwerp, moet blijkbaar worden samengelezen met artikel 11, § 5, ervan. Vraag is of die samenlezing beantwoordt aan de bedoeling van de indieners van het voorstel.

Artikel 13.

In artikel 13, § 1, is in de Nederlandse tekst geen equivalent voor de term "valorisation" in de Franse tekst.

Artikelen 14 en 15.

In verband met deze artikelen, welke de organisatie van het Federaal Archief van België regelen, kan worden verwezen naar de algemene opmerkingen sub 2 en 3.

Artikel 16.

1. In artikel 16, § 2, tweede lid, lijkt het meer aangewezen te bepalen dat de betrokken adviezen worden uitgebracht aan de Minister tot wiens bevoegdheid het archiefwezen behoort.

Voorts wordt, gelet op de redactie van artikel 13 van het voorstel, waarin niet met zoveel woorden sprake is van "toezichtsverslagen", het laatste lid van artikel 16, § 2, beter geredigeerd als volgt : "Hij neemt kennis van de krachtens artikel 13 opgestelde toezichtsverslagen".

2. Het verdient aanbeveling om, minstens in de toelichting bij het voorstel, te verduidelijken hoe de bepaling van artikel 16, § 3, eerste lid, zich verhoudt tot die van artikel 4, § 2.

Nog in artikel 16, § 3, dient met betrekking tot het vijfde lid te worden opgemerkt dat de aan de Hoge Raad verleende bevoegdheid niet volledig in overeenstemming is met de regels vastgesteld in artikel 12, § 1, van het voorstel.

3. In de Nederlandse tekst van artikel 16, § 4, eerste lid, volstaat het te schrijven "De Hoge Raad oefent ...".

Voorts kan worden opgemerkt dat in paragraaf 4 een aantal bepalingen worden hernomen welke reeds in het voorstel voorkomen. Indien een dergelijke handelwijze kan worden gerechtvaardigd door het feit dat in artikel 16 alle bevoegdheden van de Hoge Raad voor het Archiefwezen zijn samengebracht, dan nog verdient het aanbeveling om - duidelijkheidshalve - in de betrokken paragraaf telkens uitdrukkelijk te refereren aan de bepalingen die worden hernomen.

4. Luidens artikel 16, § 5, van het voorstel kan de Hoge Raad de bevoegdheden, bedoeld in paragraaf 4 van dat artikel, overdragen aan de federale archivaris en aan de archivarissen-directeurs. Gelet op de aard van de in artikel 16, § 4, opgesomde bevoegdheden van de Hoge Raad, is de delegatiemogelijkheid vervat in paragraaf 5 te ruim om zonder nadere afbakening behouden te kunnen blijven.

Artikel 17.

Artikel 17, § 1, tweede lid, b, van het voorstel, voorziet in een vertegenwoordiging van de Gemeenschappen en de Gewesten in de Hoge Raad voor het Archiefwezen.

De autonomie van de Gemeenschappen en de Gewesten staat niet aan een dergelijke vertegenwoordiging in de weg, maar brengt anderzijds ook mee dat het niet aanwijzen of voordragen van de betrokken leden door de bevoegde Gemeenschaps- en Gewestoverheden uiteraard geen invloed kan hebben op de regelmatigheid van de samenstelling van de Hoge Raad noch op de geldigheid van de door die Raad genomen beslissingen of uitgebrachte adviezen. De federale wetgever kan immers de Gemeenschappen en de Gewesten niet de verplichting opleggen vertegenwoordigers in de Hoge Raad aan te wijzen of voor te dragen.

Artikel 18.

In aansluiting op de in artikel 17, § 2, gebruikte terminologie, schrijve men in de Nederlandse tekst van de eerste zin van artikel 18, § 2, "... duurt zes jaar en is hernieuwbaar".

In de Franse tekst van paragraaf 4, dient het woord "et" te worden geschrapt.

Artikel 19.

In verband met dit artikel kan worden verwezen naar de algemene opmerking sub 2. In subsidiaire orde kan worden ter overweging gegeven het principe van de vrijwaring van de rechten van de betrokken personeelsleden in het voorstel van wet in te schrijven, doch de nadere regeling ervan, naar het voorbeeld van de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, aan de Koning op te dragen.

Artikel 20.

In verband met dit artikel kan met een verwijzing naar de sub 1 geformuleerde algemene opmerking worden volstaan.

Artikel 21.

De bij dit artikel in de wet van 25 ventôse jaar XI aangebrachte wijziging kan worden gezien als de aanpassing van een specifieke wet aan een wijziging welke reeds voortvloeit uit artikel 1, 3°, 6. en artikel 8, § 3, van het voorstel.

In dit verband dient wel de aandacht erop te worden gevestigd dat aan de Raad van State, afdeling wetgeving, een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van

25 ventôse - 5 germinal jaar XI (16 maart 1803) tot regeling van het notarisambt" voor advies is voorgelegd (L. 22.537/2), waarin onder meer een wijziging van artikel 62 van de voornoemde wet is vervat, die ertoe strekt de termijn voor het in bewaring geven bij het Rijksarchief van minuten, tabellen en repertoria van notariële akten, van honderd op vijftig jaar terug te brengen.

Artikel 22.

Onverminderd de in dit advies geformuleerde algemene opmerking sub 2, dient te worden vastgesteld dat de tweede zin van artikel 22 niet enkel overbodig is vanuit wetgevingstechnisch oogpunt, doch dat hij tevens onduidelijk en derhalve nefast voor de rechtszekerheid is. De betrokken zin dient dan ook achterwege te worden gelaten.

La chambre était composée de

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LEMMENS.

Le rapport a été présenté par M. B. SEUTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme R. THIELEMANS, référendaire adjoint.

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

S. VANDERHAEGEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : S. VANDERHAEGEN,
Madame :

de Heren : M. VAN DAMME,
Messieurs : P. LEMMENS,

G. SCHRANS,
E. WYMEERSCH,

Mevrouw : A. BECKERS,
Madame :

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LEMMENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. SEUTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. R. THIELEMANS, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

A. BECKERS.